



DEPARTEMENT DES LANDES

REPUBLIQUE FRANCAISE

-:-
**MAIRIE
DE
MESSANGES**

EXTRAIT
du Registre des délibérations du Conseil Municipal
de la Commune de MESSANGES

SEANCE ORDINAIRE DU 18 JANVIER 2022

**AFFAIRE N°6 – ABROGATION DELIBERATION AFFAIRE N°2 DU 8
NOVEMBRE 2021 DISPOSITIF D'AIDE AUX SPORTIFS MESSANGEOTS**

L'an deux mille vingt-deux le dix-huit du mois de Janvier, à dix-huit heures trente minutes.

LE CONSEIL MUNICIPAL de la Commune de MESSANGES dûment convoqué s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de **M. Hervé BOUYRIE, Maire** pour la session.

Nombre de membres en exercice : 15
Nombre de membres présents et ayant votés : 12
Nombre de suffrages exprimés : 15
VOTE :
Main levée ¹ ✓ Bulletin secret ¹
- Pour : 15
- Contre :
- Abstentions :
- Nuls ou blancs :
Date de convocation : 13 janvier 2022

Présents : BOUYRIE H, CASTAGNET P, CALORME JP, CAZES M, VARTAVARIAN J, LEROY E, PELLEGRINO M, DABBADIE G, BOUYRIE F, LAUDOUAR E, LAVIELLE G, AROCENA U

Absent excusé : COUDRAY J, BOIREAU C, BAMBALERE M

A donné procuration : COUDRAY J à CALORME JP, BOIREAU C à BOUYRIE H, BAMBALERE M à DABBADIE G.

Secrétaire de séance : BOUYRIE F

Monsieur le Maire

RAPPELLE que le Conseil Municipal a approuvé en date du 8 Novembre 2021 la mise en place d'un dispositif d'aide aux sportifs Messangeots.

CONSIDERANT le nombre important des demandes et les contraintes budgétaires de la collectivité, il convient de retravailler sur des conditions et modalités plus précises d'attribution,

Le Conseil Municipal
après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE :

- D'abroger la délibération affaire n°2 en date du 8 novembre 2021 au vu des éléments précités,

Envoyé en préfecture le 26/01/2022

Reçu en préfecture le 26/01/2022



ID : 040-214001810-20220118-1801202203-DE

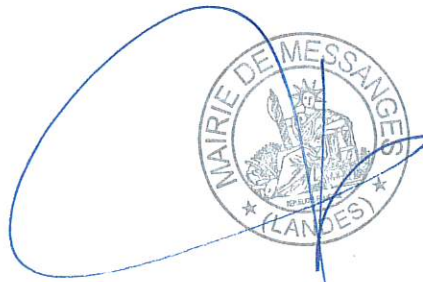
- D'autoriser les élus à travailler sur les règles et modalités d'attribution du dispositif d'aide
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes pièces à intervenir à cet effet.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

FAIT ET DELIBERE EN SEANCE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.

Pour extrait conforme,

Le Maire,



Hervé BOUYRIE.

Envoyé en préfecture le 26/01/2022

Reçu en préfecture le 26/01/2022



ID : 040-214001810-20220118-1801202203-DE